

1 - Actualité nationale et internationale

BCE : taux d'intérêts inchangés et mise en place de l'assouplissement quantitatif

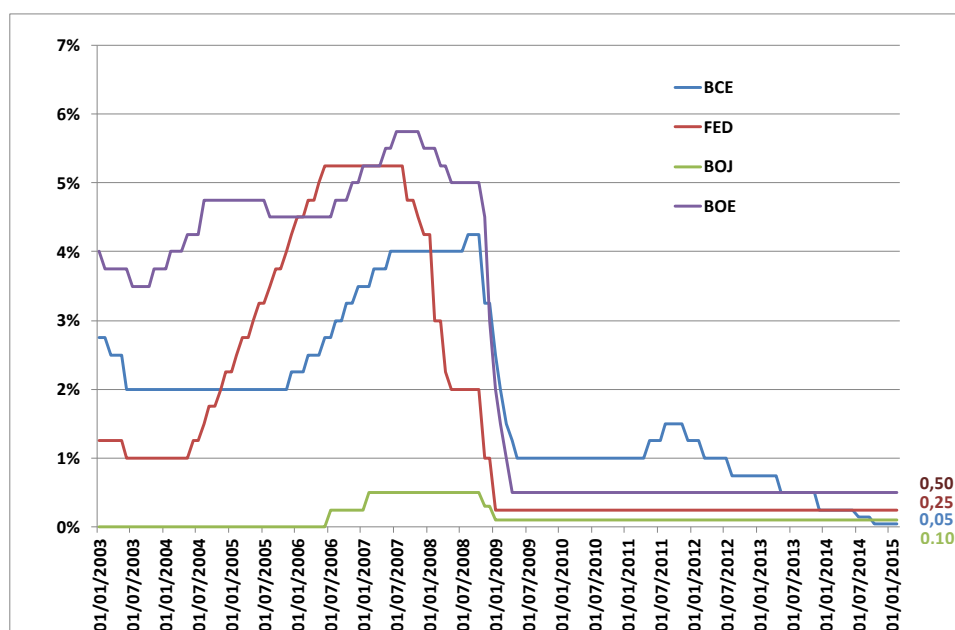
Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 5 mars 2015 à Nicosie, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE et est revenu sur les mesures de politique monétaire non conventionnelle annoncées. M. Draghi a déclaré lors de sa conférence de presse : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire, [...] nous avons décidé de laisser les taux d'intérêt directeurs de la BCE inchangés. En ce qui concerne les mesures de politique monétaire non conventionnelles, l'accent est mis désormais sur leur mise en œuvre. Dans le prolongement de nos décisions du 22 janvier 2015, nous commencerons, le 9 mars 2015, à acheter des titres en euros du secteur public sur le marché secondaire. [...] Comme nous l'avons précisé précédemment, les achats mensuels cumulés de titres des secteurs public et privé s'élèveront à 60 milliards d'euros. Ils devraient être effectués jusqu'en fin septembre 2016 et seront en tout cas réalisés jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. [...] La situation sur les marchés financiers et le coût des financements externes pour l'économie privée ont continué à se détendre, aussi à la suite de nos précédentes mesures de politique monétaire. En particulier, les conditions d'emprunt appliquées aux entreprises et aux ménages se sont considérablement améliorées. [...] Dans un environnement marqué par l'amélioration de la confiance des chefs d'entreprise et des consommateurs, la transmission de nos mesures à l'économie réelle se renforcera, contribuant à une nouvelle amélioration des perspectives de croissance économique et une réduction de la sous-utilisation des capacités de production. »

Déclaration introductive de Mario Draghi du 05/03/2015 : https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/cp-bce-declaration-introductive-mars-2015.pdf

Questions fréquentes sur les achats d'actifs :

<https://www.ecb.europa.eu/home/html/faqassetpurchaseprogramme.fr.html>

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

France : Légère baisse des chômeurs en catégorie A

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 481 600 en France métropolitaine fin janvier 2015. Ce nombre diminue par rapport à la fin décembre 2014 (-0,5 %, soit -19 100). Sur un an, il croît de 4,8 %.

La baisse du chômage continue en ZE19 et UE28

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,2 % en janvier 2015, en baisse par rapport au taux de 11,3 % de décembre 2014 et à celui de 11,8% de janvier 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis avril 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,8 % en janvier 2015, en baisse par rapport au taux de 9,9 % de décembre 2014 et à celui de 10,6 % de janvier 2014. Eurostat estime qu'en janvier 2015, 23,815 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,059 millions dans la zone euro. Par rapport à décembre 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 156 000 dans l'UE28 et de 140 000 dans la zone euro. Comparé à janvier 2014, le chômage a baissé de 1,820 million de personnes dans l'UE28 et de 896 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en janvier 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,7 %) ainsi qu'en Autriche (4,8 %), et les plus élevés en Grèce (25,8 % en novembre 2014) et en Espagne (23,4 %).

Inflation

Zone euro : Hausse de l'inflation

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à -0,3 % en février 2015, en hausse par rapport au mois de janvier où il était de -0,6 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en février (1,1 %, contre 1,0 % en janvier), suivis de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (0,5 %, contre -0,1 % en janvier), des biens industriels hors énergie (-0,2 %, contre -0,1% en janvier) et de l'énergie (-7,9 %, contre -9,3 % en janvier).

France : augmentation de l'IPC en Février

En février 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,7 % après une baisse de 1,0 % en janvier. Sur un an, les prix à la consommation reculent de nouveau (-0,3 %, après -0,4 % en janvier).

États Unis

Test de résistance pour 31 banques

Soumises aux tests par la Fed, les banques sont parvenues à afficher un ratio de fonds propres égal ou supérieur à 5 %, dans le cadre d'un scénario de crise, a annoncé la Banque de réserve fédérale. En revanche Deutsche Bank et Santander devraient faire l'objet d'une attention particulière en raison de leur gestion des risques estimée insuffisamment prudente par la Fed.

Chine

Objectif de croissance à la baisse

Le gouvernement vise une croissance plus faible pour 2015, de 7 %, après 7,4 % en 2014, comme l'a confirmé le Premier ministre Li Keqiang lors de la réunion annuelle de l'Assemblée nationale populaire. Le commerce extérieur devrait progresser de 6 % en 2015 alors qu'il n'avait augmenté que de 3,4 % l'an passé.

Excédent commercial record

L'excédent commercial a atteint en février CNY 370,5 milliards, soit USD 60,6 milliards. Les exportations ont crû de 48,3% sur un an, à USD 169,2 milliards, après une baisse de 3,2% en janvier. Les importations, elles, ont reculé de 20,5% en février, à USD 108,6 milliards.

Actualité législative

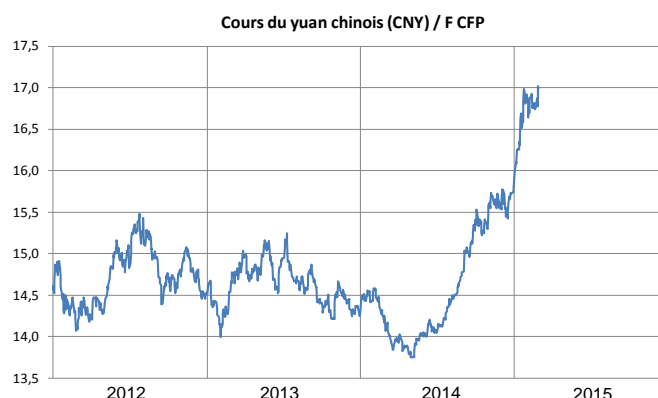
Arrêté du 19 février 2015 portant nomination au Conseil de surveillance de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM)
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030309072>

Décision du 2 janvier 2015 portant nomination au collège de censeurs de l'Institut d'émission d'outre-mer
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030073992>

2 – Actualité régionale

Chine : exportations records au mois de décembre

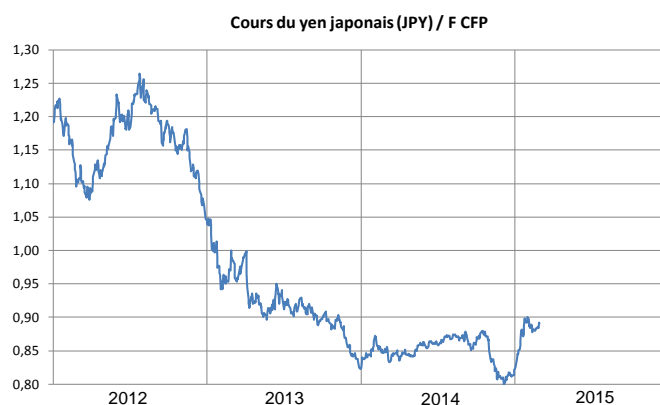
Selon l'institut de statistiques chinois, les exportations chinoises atteignent un nouveau record de 227,5 milliards d'USD en décembre 2014, en forte progression de 9,7 % sur un an. Cette évolution s'explique en partie par une appréciation du yuan plus forte que celle du dollar. Les importations chutent légèrement sur la même période (-2,4 %), pour s'établir à 177,9 milliards d'USD. L'excédent commercial double ainsi sur l'année, à 49,6 milliards d'USD.



Japon : croissance du PIB au quatrième trimestre

Le Japon a renoué avec la croissance en fin d'année. Son PIB est en progression de 0,6 % (CVS) au quatrième trimestre, après deux trimestres de contraction (-0,6 % et -1,7 %).

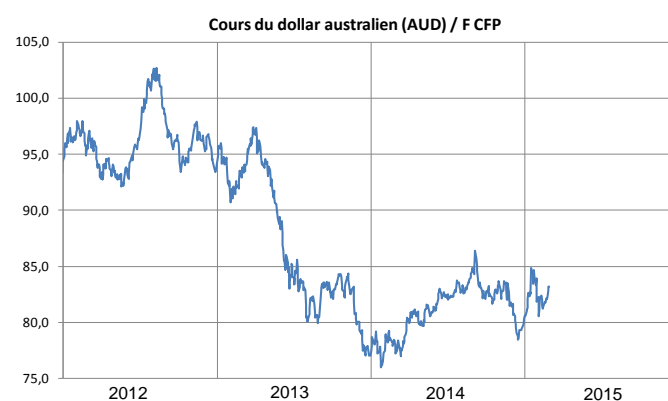
Sur la même période, l'indice des prix à la consommation accuse une baisse de 0,3%, alors qu'il avait progressé de manière continue depuis un an et demi. En glissement annuel, les prix augmentent néanmoins de 2,5 %, portés par les postes de l'énergie, de l'habillement, de l'alimentation et des biens culturels.



Australie : accélération de la croissance

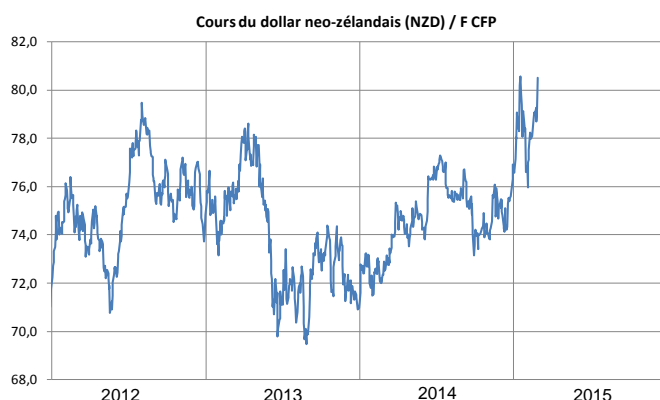
La croissance australienne est en hausse de 0,5 % (CVS) au quatrième trimestre, soit une progression légèrement plus importante qu'au trimestre précédent (+0,3 %). Cette évolution est tirée conjointement par la consommation et l'investissement, respectivement en augmentation de 0,8 % et 0,3 %. Sur un an, le PIB progresse de 2,5 %, pour s'établir à 1 558 milliards de AUD.

Lors de sa réunion du 3 mars 2015, la Banque centrale d'Australie (RBA) a maintenu son taux directeur inchangé à 2,25 %.



Nouvelle-Zélande : léger rétablissement de la balance commerciale

Le déficit commercial néo-zélandais s'établit à 904 millions de NZD au quatrième trimestre, soit 7,4 % des exportations, contre 1,0 milliard au troisième trimestre. Les exportations ont légèrement progressé (+0,9%, CVS), portées par la viande et les abats comestibles. Elles atteignent 12 milliards de NZD. Sur la même période, les importations sont en très faible diminution (-0,2 %), à 13 milliards de NZD.



3 – Brèves économiques locales

Extension des capacités de production de l'usine SMSP-Posco en Corée du Sud

Une deuxième ligne de production a été inaugurée vendredi 6 mars sur le site de l'usine calédo-coréenne SMSP-Posco à Gwan Yang, en Corée du Sud. Philippe Gomès (député de la Nouvelle-Calédonie), Gaël Yanno (Président du Congrès), et Valentine Eurisouké (membre du gouvernement), faisaient notamment partie de la délégation de Nouvelle-Calédonie présente en Corée pour l'occasion aux côtés d'André Dang (PDG de la SMSP). Cette deuxième ligne devrait permettre d'atteindre un volume total de 54 000 tonnes de nickel contenu. L'installation renforce les perspectives pour la filière calédonienne d'extraction de nickel, les mines de la SMSP fournissant le site de production coréen en minerai de nickel garnieritique. Les investissements réalisés en vue de l'extension de la production s'élèvent à 51,3 milliards de F CFP en Corée du Sud, tandis qu'ils s'établissent à 19 milliards de F CFP en Nouvelle-Calédonie. Entrée en service en 2008, l'usine SMSP-Posco est gérée par la Société du Nickel de Nouvelle-Calédonie et Corée (SNNC), fruit du partenariat conclu en 2006 entre le groupe calédonien SMSP et le sud-coréen Posco.

Transfert du bénéfice de la taxe sur les jeux

Le 27 février 2015, le Conseil Constitutionnel a validé la proposition de loi de pays visant à transférer le bénéfice de la taxe sur les jeux à la Province Sud. Cette dernière obtient ainsi la prérogative de collecte des centimes additionnels sur les jeux d'argent, jusqu'alors attribuée au Territoire. Le produit annuel de cette taxe est estimé à 2 milliards de F CFP.

Labellisation HQE pour le Médipôle de Koutio

Suite à un audit intermédiaire réalisé par la société Certivea, le Médipôle, dont la construction se poursuit sur la zone de Koutio, deviendra à sa livraison en janvier 2016 le premier bâtiment public calédonien à se prévaloir de la certification Haute Qualité Environnementale (HQE).

Règlementation de la possession d'armes de chasse

Des quotas de possession sur les armes ont été instaurés en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française par le décret n°2015-130 du 5 février 2015. A compter d'avril 2015, les tireurs sportifs seront autorisés à posséder au maximum huit armes (quatre pour les personnes mineures) et 1000 munitions. Ils devront vendre leurs autres armes, les neutraliser ou les déposer pour destruction à l'un des 18 armuriers installés sur le Territoire, et ce dans un délai de six mois.

Les producteurs calédoniens représentés à l'étranger

Plusieurs entrepreneurs calédoniens étaient présents à la 40^{ème} exposition internationale consacrée à l'alimentation et aux boissons, organisée du 3 au 6 mars 2015 à Tokyo. La Nouvelle-Calédonie était également représentée par la Fédération des Industries de la Nouvelle-Calédonie (FINC), venue défendre le potentiel à l'exportation du Territoire. Cette exposition a réuni 3 000 exposants venus de 79 pays, et près de 80 000 professionnels du commerce. Comme chaque année, la Nouvelle-Calédonie disposait également d'un stand au 52^{ème} salon de l'Agriculture de Paris, fréquenté cette année par près de 700 000 visiteurs.

Déplacement de Cynthia Ligeard à Paris

Cynthia Ligeard, présidente par intérim du gouvernement, a effectué un déplacement de quelques jours à Paris début mars. Elle y a rencontré la ministre des Outre-mer, George Pau-Langevin, ainsi que le Président de la commission des lois de l'Assemblée nationale et des représentants du Sénat. La désignation de l'exécutif calédonien a fait partie des dossiers abordés lors de ces entretiens. Les négociations se poursuivent en effet à l'initiative de différents partis politiques en vue d'éventuelles alliances, les membres du gouvernement n'ayant pu s'accorder au cours des dernières semaines sur un candidat commun à la tête du Gouvernement.

La présence chinoise dans le Pacifique débattue aux îles Samoa

Un colloque consacré au rôle grandissant de la Chine dans le Pacifique s'est tenu à la fin du mois de février à Apia, capitale des îles Samoa. Chercheurs en sciences économiques et sociales, diplomates et connaisseurs de la zone y ont confronté pendant trois jours leurs vues sur le rôle joué par la deuxième puissance économique mondiale dans la zone Pacifique.

Changement de direction pour la SLN

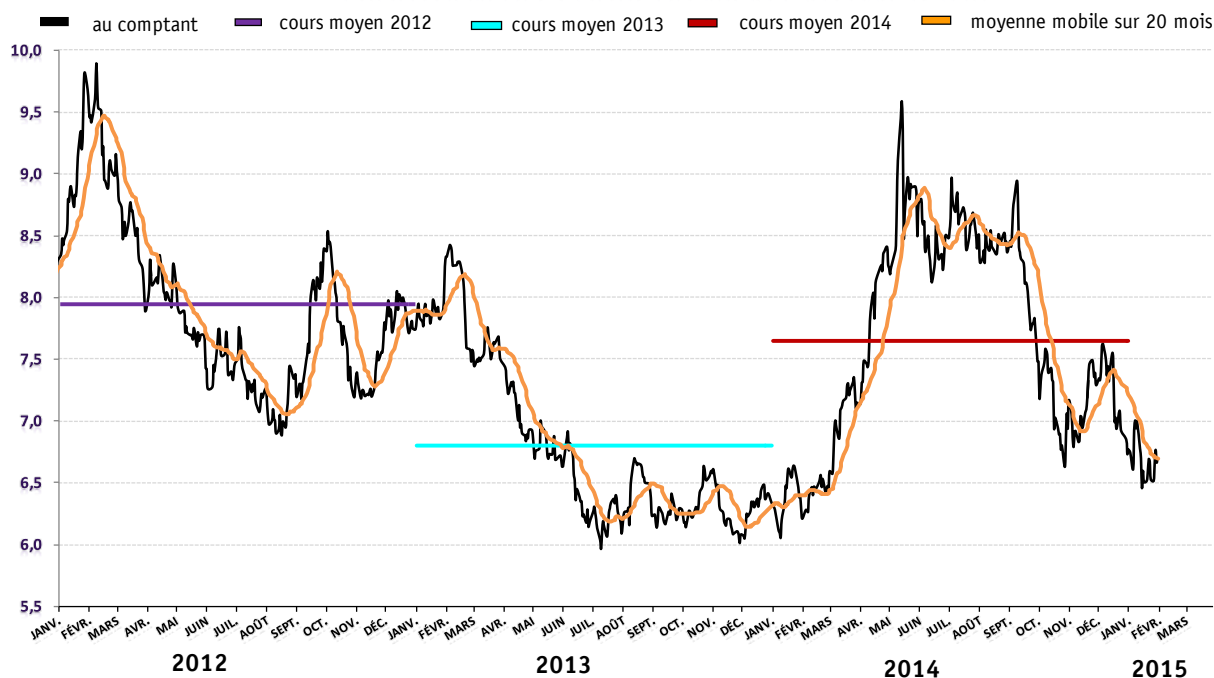
Pierre Gugliermi, actuel directeur général de la Société-Le Nickel (SLN) a annoncé son départ à la retraite le 31 mars prochain. Il sera remplacé par son adjoint, Jérôme Fabre, mais conservera la Présidence du Conseil d'administration au moins jusqu'au 4 juin 2015.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		févr.-15	105,08	-0,3%	0,2%
Nombre de demandeurs d'emploi		déc.-14	5 880	-4,2%	7,1%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	janv.-15	12 192	1,7%	117,8%
	cumulées	janv.-15	12 192	-	117,8%
Importations	mensuelles	janv.-15	25 200	-9,0%	8,0%
	cumulées	janv.-15	25 200	-	8,0%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		févr.-15	6,59	-1,6%	2,4%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		févr.-15	693	0,7%	23,3%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	janv.-15	330	-48,2%	348,0%
	cumulées	janv.-15	330	-	348,0%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	janv.-15	8 323	42,4%	103,3%
	cumulées	janv.-15	8 323	-	103,3%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	déc.-14	12 533	18,2%	7,0%
	cumulés	déc.-14	107 187	-	-0,5%
• Nuitées	mensuels	juil.-14	44 825	8,6%	-13,8%
	cumulés	juil.-14	311 789	-	-8,4%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		juil.-14	54,2%	+ 2,8 pt	- 4,9 pts
• Croisiéristes (p)		déc.-14	421 636	-	9,3%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	sept.-14	9 198	6,6%	-10,3%
	cumulées	sept.-14	79 887	-	-12,9%
• Index BT 21 (p)		févr.-15	101,50	0,16%	-0,02%
• IRL (p)		févr.-15	119,94	-0,01%	0,01%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	janv.-15	16	11,0%	-44,7%
	cumulées	janv.-15	16	-	-44,7%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	janv.-15	22	28,2%	-48,8%
	cumulées	janv.-15	22	-	-48,8%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	févr.-15	497	22,4%	3,3%
	cumulées	févr.-15	903	-	-10,9%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	févr.-13	févr.-14	févr.-15	var 14/13	var 15/14
Circulation fiduciaire	15 971	14 985	16 592	-6,2%	10,7%
Dépôts à vue	248 606	269 656	305 303	8,5%	13,2%
Total M1	264 577	284 641	321 895	7,6%	13,1%
M2-M1	106 734	112 954	116 275	5,8%	2,9%
Total M3	593 872	589 852	622 224	-0,7%	5,5%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-12	déc.-13	déc.-14	var 13/12	var 14/13
Entreprises	456 762	452 929	457 721	-0,8%	1,1%
Ménages	403 923	409 701	418 471	1,4%	2,1%
Collectivités locales	60 060	74 063	94 210	23,3%	27,2%
Autres agents	16 069	15 715	15 590	-2,2%	-0,8%
Total encours sain	936 813	952 408	985 992	1,7%	3,5%
Créances douteuses brutes	19 022	29 611	29 380	55,7%	-0,8%
Total encours brut	955 835	982 019	1 015 371	2,7%	3,4%

Interdits bancaires

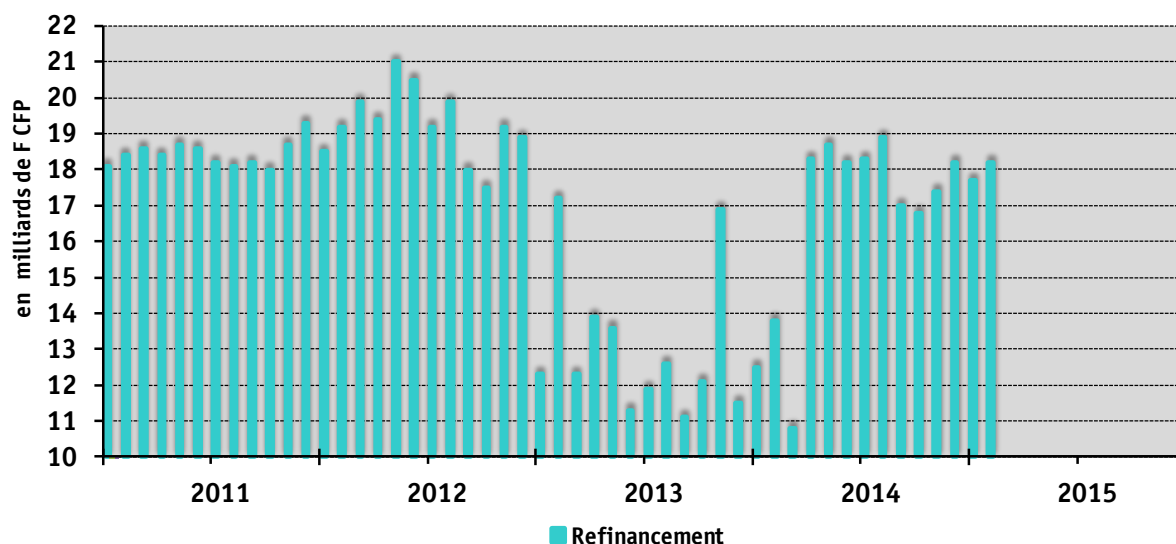
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel	
Interdits bancaires	stock	janv.-15	7 774	1,6%	-2,0%
	dont personnes physiques	janv.-15	6 907	1,9%	-2,1%
	dont personnes morales	janv.-15	867	-1,0%	-1,0%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel	
	Cotes valides	févr.-15	17 531	0,5%	8,8%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	févr.-15	5 437	1,3%	7,8%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel	
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	févr.-15	18,2	3,2%	31,9%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	Var .
Indice des prix à la consommation*	févr	104,8	105,1	0,2%
Entreprises				
nombre d'entreprises	déc	55 782	57 958	3,9%
dont entreprises sans salarié	déc	49 176	51 408	4,5%
créations d'entreprises (p)	déc	3 541	3 474	-1,9%
cessations d'entreprises (p)	déc	3 150	3 269	3,8%
liquidations judiciaires	déc	109	86	-21,1%
redressements judiciaires	déc	71	73	2,8%
personnes morales en interdiction bancaire *	janv	876	867	-1,0%
Ventes de ciment (tonnes)	sept	91 737	79 887	-12,9%
dont ciment local (tonnes)	sept	91 044	79 868	-12,3%
importations de biens d'équipement (M F FCFP)	déc	31 872	35 786	12,3%
importations de véhicules utilitaires (M F FCFP) *	févr	2 004	1 127	-43,7%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs *	févr	616	481	-21,9%
Ménages				
emploi salarié (nb)	sept	90 770	91 757	1,1%
dont secteur privé	sept	65 268	65 773	0,8%
dont secteur public	sept	25 502	25 984	1,9%
demandes d'emploi de fin de mois	déc	5 491	5 880	7,1%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	déc	6 323	7 028	11,2%
chômeurs indemnisés *	janv	2 050	2 105	2,7%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F FCFP)	févr	899,3	904,8	0,6%
personnes physiques en interdiction bancaire *	janv	7 055	6 907	-2,1%
décisions retraits cartes bancaires *	janv	310	211	-31,9%
incidents paiements sur chèques *	janv	3 540	2 514	-29,0%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs *	févr	1 013	903	-10,9%
importations de véhicules de tourisme (M F FCFP) *	févr	2 299	2 348	2,1%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	35 377	35 675	0,8%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	17 045	17 141	0,6%
Echanges				
nombre de touristes	déc	107 753	107 187	-0,5%
nombre de croisiéristes	déc	385 925	421 636	9,3%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	juil	54,9%	54,9%	0,0 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année *	févr	6,41	6,64	3,6%
cours du nickel au LME en \$/lb *	févr	6,44	6,59	2,4%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes) *	janv	74	330	348,0%
exportations de minerai de nickel (M FCFP) *	janv	265	1 654	524,4%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu) *	janv	4 094	8 323	103,3%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP) *	janv	4 975	9 455	90,0%
exportations de crevettes congelées (en tonnes) *	janv	28	16	-44,7%
exportations de crevettes congelées (M FCFP) *	janv	43	22	-48,8%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes *	janv	5 284	11 131	110,7%
part de ces produits dans le total des exportations*	janv	94,4%	91,3%	-3,1 pts
total des importations (M FCFP) *	janv	23 344	25 200	8,0%
total des exportations (M FCFP) *	janv	5 597	12 192	117,8%
taux de couverture*	janv	23,98%	48,38%	24,4 pts
recettes douanières (M FCFP) *	janv	4 201	3 986	-5,1%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue *	févr	269 656	305 303	13,2%
M1 (Dépôts à vue + circulation fiduciaire) *	févr	284 641	321 895	13,1%
M2 (M1 + Compte épargne logement + Comptes sur livret) *	févr	397 595	438 170	10,2%
Dépôts à termes *	févr	192 218	184 054	-4,2%
M3 (M2 + Dépôts à termes) *	févr	589 852	622 224	5,5%
P1 (Plan épargne logement et Livret épargne entreprises) *	févr	3 840	4 406	14,7%
coût du crédit aux entreprises- court terme	déc	3,48%	3,74%	0,3 pts
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	déc	4,39%	3,79%	-0,6 pts
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	déc	3,68%	3,50%	-0,2 pts
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels et autres crédits échancés à la consommation	déc	7,46%	7,20%	-0,3 pts
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	déc	982 019	1 015 371	3,4%
Ménages	déc	409 701	418 471	2,1%
dont crédits à la consommation	déc	74 536	74 517	0,0%
dont crédits à l'habitat	déc	329 342	337 957	2,6%
Entreprises	déc	452 929	457 721	1,1%
dont crédits d'exploitation	déc	83 638	75 075	-10,2%
dont crédits d'investissement	déc	235 173	242 294	3,0%
dont crédits à la construction	déc	117 498	127 084	8,2%
Collectivités locales	déc	74 063	94 210	27,2%
dont d'investissement	déc	71 470	92 643	29,6%
Autres agents de CCB non ventilés	déc	15 715	15 590	-0,8%
créances douteuses brutes	déc	29 611	29 380	-0,8%
taux de créances douteuses brutes	déc	3,0%	2,9%	-0,1 pt
ensemble des actifs financiers	déc	715 081	732 505	2,4%
Ménages	déc	376 117	390 389	3,8%
Sociétés	déc	227 682	240 544	5,6%
Autres agents	déc	111 282	101 572	-8,7%
dont assurances-vie	déc	106 818	113 733	6,5%

(p) : données trimestrielles provisoires

Sources : IEOM, ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT, Tribunal mixte de commerce de Nouméa

*2015/2014

2 – Actualité régionale

Les îles Tonga et Fidji progressent fortement en matière de liberté de la presse

Selon le dernier classement mondial sur la liberté de la presse, publié le 12 février 2015 par l'Organisation non gouvernementale *Reporters sans frontières*, les îles Tonga et Fidji ont fait une spectaculaire remontée après les élections démocratiques organisées dans les deux pays fin 2014. Le royaume de Tonga est désormais classé 44^e dans un classement recensant 180 pays, soit un bond de 19 places par rapport à la précédente édition. L'ONG note que la presse indépendante s'affirme dans le pays et a désormais un vrai rôle de contre-pouvoir. Les îles Fidji, qui ont connu des élections législatives démocratiques en septembre 2014, se classent à la 93^e place, soit une remontée de 14 places. L'autocensure est un phénomène encore largement répandu chez les journalistes locaux, malgré la levée des restrictions depuis 2011.

Le Vanuatu dévasté par un puissant cyclone

Vendredi 13 mars, le cyclone *Pam* s'est abattu sur l'archipel du Vanuatu. Des pluies torrentielles et des vents atteignant 320 km/h ont été relevés à Port-Vila, provoquant des vagues allant jusqu'à huit mètres de hauteur. Selon les experts, il s'agit probablement de l'une des pires catastrophes jamais vues dans le Pacifique. Les premiers rapports avancent que plus de 90 % des habitations de la capitale ont été endommagées et des villages entiers ont été emportés aux alentours. La situation laisse craindre des pertes humaines importantes, notamment sur les îles plus isolées. Au 17 mars, l'Organisation des Nations unies (ONU) faisait état de 24 morts dû au passage du cyclone. Désormais, les secours s'organisent pour venir en aide à l'archipel. L'aéroport de Port-Vila a rouvert en partie dimanche pour accueillir les premiers avions d'aide humanitaire, en provenance d'Australie, de Nouvelle-Zélande et de Nouvelle-Calédonie. *Pam* n'est pas le seul cyclone à être présent dans la zone : au total, quatre phénomènes de ce type ont sévi dans le Pacifique ces derniers jours. À noter que le 20 février dernier, le nord-est de l'Australie avait également été touché par deux cyclones de forte puissance, ne faisant cependant aucune victime.

L'Union européenne double son aide en faveur de l'archipel de Kiribati

Le 4 février dernier, l'Union européenne a annoncé qu'elle augmentait de 80 % son aide en faveur de Kiribati pour la période 2014-2020, pour un montant total désormais fixé à 23 millions d'euros (soit 2,7 milliards de F CFP). Ce nouveau plan entre dans le cadre général du Fonds européen de développement (FED), dont bénéficient les 78 pays du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) liés à l'Union Européenne par l'accord de Cotonou depuis 1998. Dans cette nouvelle version, un accent particulier sera mis sur la promotion de la pêche, la construction de nouvelles infrastructures de transport, le développement des potentialités touristiques ainsi que sur l'adaptation de l'archipel aux changements climatiques.

3 – Brèves locales

Poursuite de la décélération des prix en 2014

Amorcé fin 2012, le ralentissement de la hausse des prix s'est poursuivi jusqu'à fin 2014. En moyenne annuelle, l'indice des prix à la consommation évolue modérément en 2014 par rapport à l'année précédente (+0,4 %), contre une progression de 2,1 % en 2013. Les prix de l'alimentation et de l'énergie sont en baisse par rapport à 2013 (respectivement -4,4 % et -0,6 %). Ceux des produits manufacturés enregistrent une progression de 1,4 % en moyenne sur l'année. Les tarifs des services affichent la plus forte augmentation (+5,5 %). La chute depuis quelques mois du cours de l'euro, sur lequel est indexé le franc Pacifique, pourrait alourdir en 2015 la facture des importations ne provenant pas de l'Union Européenne. Les prix à la consommation en seraient alors impactés.

Rénovation du quai de Leava à Futuna

Commencés début février, les travaux de renforcement du quai de Leava se sont terminés à la fin du mois, à temps pour la rotation du bateau approvisionnant l'île de Futuna. Il s'agissait principalement de refaire l'ouvrage en béton de la zone reliant le quai à la terre ferme. Celui-ci respecte désormais les normes parasismiques. L'installation de projecteurs permettant le travail de nuit a également été effectuée. Le platelage en bois doit par ailleurs être rénové dans les prochaines semaines. Ces travaux devraient permettre au quai d'être opérationnel jusqu'à la construction du nouveau quai, qui commencera en 2017.

Fin du premier procès des fraudes à la défiscalisation

Le 3 mars dernier, le délibéré du procès en appel pour l'affaire des fraudes à la défiscalisation a été rendu au tribunal de Nouméa. Aucune relaxe n'a été accordée aux prévenus poursuivis pour faux, usage de faux en écriture, abus de biens sociaux et escroquerie réalisée en bande organisée. Toutefois, la cour d'appel de Nouméa a allégé les condamnations qui avaient été prononcées en première instance par le tribunal de Mata'Utu. Les principaux prévenus ont été condamnés à des peines de deux à trois ans d'emprisonnement, accompagnées d'amendes comprises entre 20 et 50 millions de F CFP. Pour mémoire, l'opération frauduleuse, qui s'est opérée dans les années 2007-2008, est évaluée à 2,44 milliards de F CFP, dont 724 millions de F CFP de rétrocessions. Un deuxième procès pour des fraudes à la défiscalisation commises à Wallis-et-Futuna s'ouvrira en juin prochain, avec cette fois-ci une cinquantaine de prévenus à la barre.

Rentrée scolaire à Wallis-et-Futuna

La rentrée scolaire 2015 a été marquée par une nouvelle baisse du nombre d'élèves aussi bien dans le 1^{er} que dans le 2nd degré. Au total, 3 472 élèves ont été recensés, soit une baisse des effectifs de 4,7 % par rapport à 2014. Le nombre d'enseignants se réduit de façon plus modérée : en 2015, on dénombre 374 professeurs sur le Territoire contre 381 à la rentrée 2014.

L'offre de formation a une nouvelle fois évolué avec la mise en place de l'enseignement adapté (classe Segpa) au collège de Lano à Wallis et au collège de Fiua à Futuna, ainsi que la prise en charge du handicap avec l'ouverture d'une Unité Locale d'Inclusion Scolaire (U.L.I.S) au collège de Vaimoana à Wallis et au collège de Fiua à Futuna. Par ailleurs, le collège de Poi à Futuna a été fermé et les écoles primaires de Fatima et de Vaitupu à Wallis ont été regroupées. Enfin, le CAP restauration est désormais remplacé par un Bac professionnel de la même spécialité au lycée de Wallis.

Chantier de l'adduction d'eau à Futuna

Depuis quelques mois, les agents des Travaux Publics de Futuna travaillent en collaboration avec un bureau d'études calédonien pour rénover le réseau d'adduction d'eau de l'île. Les travaux doivent permettre la mise aux normes des canalisations, des six captages ainsi que des systèmes de filtration et de pompage, pour que les habitants puissent bénéficier de l'eau en continu. L'appui de ce bureau d'études doit également permettre de former les agents locaux des TP pour qu'ils puissent avoir une meilleure connaissance de la configuration du nouveau réseau d'eau de l'île et qu'ils soient autonomes dans leurs interventions. À noter que le projet, financé par le contrat de développement 2012-2016, bénéficie d'une enveloppe totale de 477 millions de F CFP. À l'heure actuelle, 22 % de ce montant, soit 104 millions de F CFP, a obtenu l'autorisation d'être engagé pour le financement des travaux.

Publications

L'IEOM vient de publier ses Tendances conjoncturelles pour le 4^e trimestre 2014. La note et ses annexes statistiques sont téléchargeables sur notre site Internet :

<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/publications-31/les-notes-expresses-141/les-notes-expresses-tendances-129/4eme-trimestre-2014.html>

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

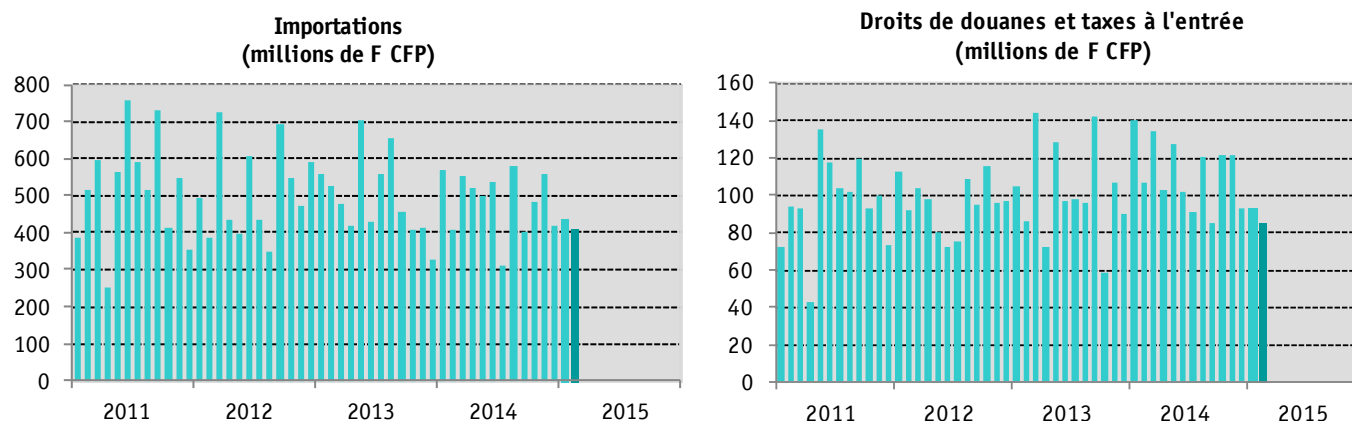
<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

4 – Les indicateurs de référence

		Données brutes	▲ / mois	▲ / an	
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		4T 14	116,99	-	0,2%
SMIG mensuel en XPF		févr-15	90 000	-	1,0%
Nombre d'emplois salariés		juin-14	2 078	-	-3,6%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	févr-15	409	-5,5%	0,3%
	cumulées	févr-15	842	-	-13,9%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	févr-15	85	-9,1%	-20,7%
	cumulés	févr-15	178	-	-27,9%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	févr-15	36	-6,1%	-9,6%
	cumulées	févr-15	74	-	-14,1%

SECTEURS D'ACTIVITÉ		Données brutes	▲ / mois	▲ / an	
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	trimestriel	déc-14	1 733	15,2%	4,0%
Consommation de gazole (milliers de litres)	trimestriel	déc-14	651	13,7%	6,2%
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestriel	déc-14	149	11,6%	-0,9%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	déc-14	3 118	95,4%	1,4%
	cumulé	déc-14	25 505	-	-22,3%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	déc-14	903	-8,4%	-34,0%
	cumulé	déc-14	12 789	-	-1,8%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	févr-15	4	100,0%	100,0%
	cumulées	févr-15	6	-	0,0%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	févr-15	14	-26,3%	-6,7%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEFW, SWAFEP, Aviation civile



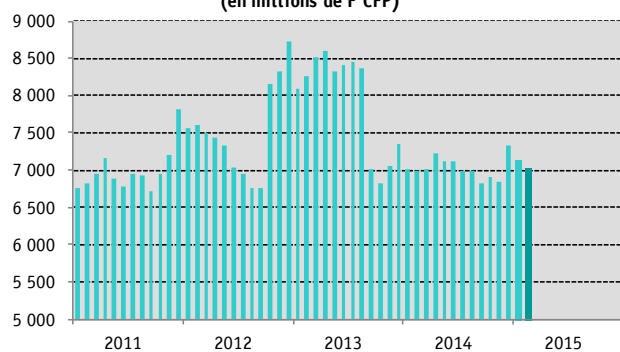
5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

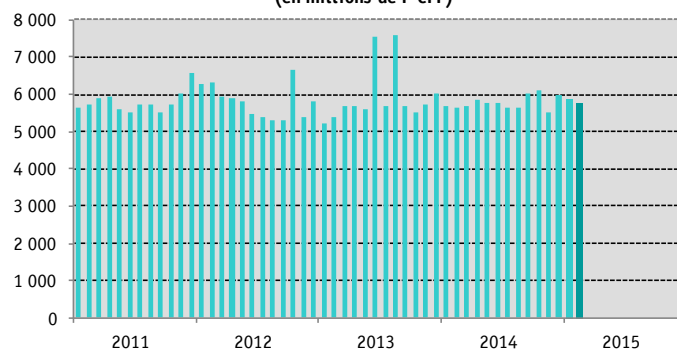
Baisse de la masse monétaire sur le mois, mais progression sur l'année

en millions de F CFP	févr-14	janv-15	févr-15	▲ / mois	▲ / an
Circulation fiduciaire	2 063	2 050	2 043	-0,3%	-0,9%
Dépôts à vue	3 594	3 791	3 725	-1,7%	3,7%
Total M1	5 656	5 840	5 768	-1,2%	2,0%
M2-M1	516	479	457	-4,5%	-11,4%
Total M3	6 992	7 140	7 039	-1,4%	0,7%

Masse monétaire
(en millions de F CFP)



Dépôts à vue
(en millions de F CFP)

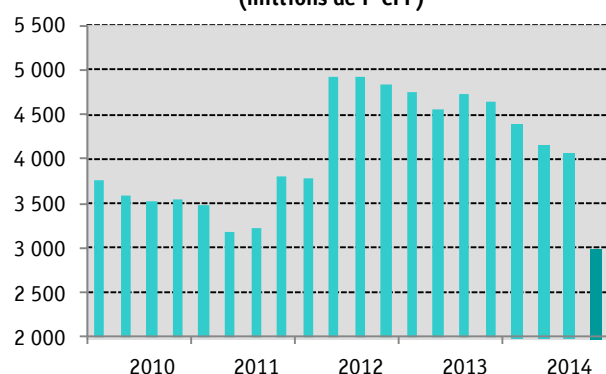


Concours de caractère bancaire

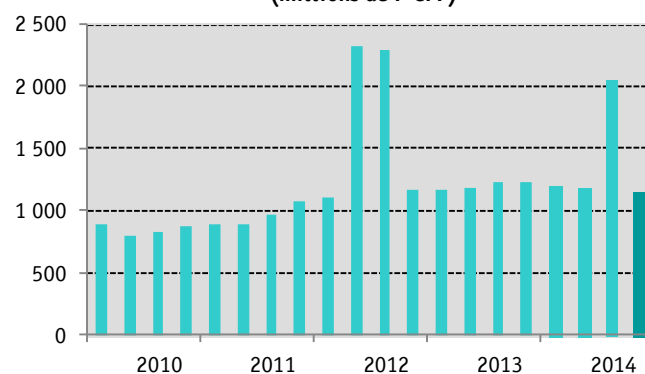
Recul de l'encours des crédits suite au remboursement anticipé d'importants crédits

en millions de F CFP	déc-12	déc-13	déc-14	▲/an
Crédits de trésorerie	1 168	1 228	1 148	-6,5%
Crédits à l'équipement	2 366	2 189	960	-56,1%
Crédits à l'habitat	498	398	235	-40,9%
Autres crédits	324	349	199	-43,0%
Total encours sain	4 356	4 164	2 542	-38,9%
Créances douteuses brutes	484	469	438	-6,6%
Total encours brut	4 839	4 633	2 980	-35,7%

Encours de crédits bruts
(millions de F CFP)



Encours de crédits de trésorerie
(millions de F CFP)

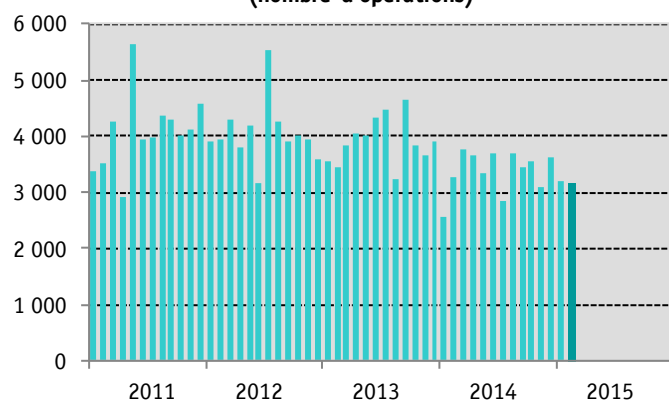


Compensation

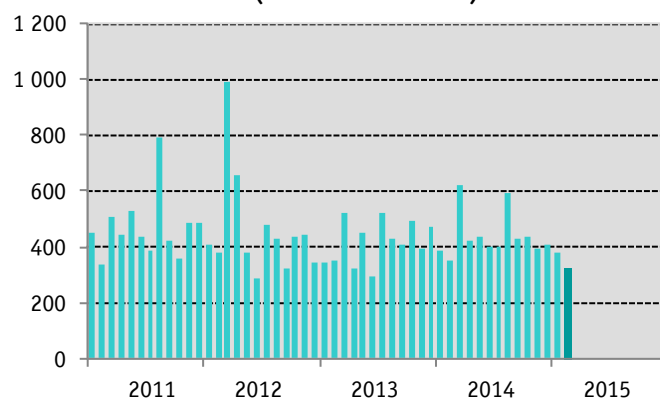
Baisse en nombre et en valeur des opérations de compensation en janvier

	févr-14	janv-15	févr-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 255	3 214	3 155	6 369	-1,8%	-3,1%
Compensation (en millions de CFP)	351	377	326	702	-13,6%	-7,3%

En volume
(nombre d'opérations)



En valeur
(en millions de F CFP)



Incidents bancaires

Recul important du nombre d'incidents de paiement sur chèque

en nombre	févr-14	janv-15	févr-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	77	106	47	153	-55,7%	-39,0%
Retraits de cartes bancaires	4	0	0	0	-	-100,0%

Interdits bancaires

Baisse du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	févr-14	janv-15	févr-15	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	338	340	329	-3,2%	-2,7%
- dont personnes physiques	326	325	312	-4,0%	-4,3%
- dont personnes morales	12	15	17	13,3%	41,7%

Cotation

Stagnation du nombre de cotes valides

en nombre	févr-14	janv-15	févr-15	▲/mois	▲/an
Cotes valides	48	48	48	0,0%	0,0%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	17	18	18	0,0%	5,9%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4T	116,99	-	-
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	février	12	17	41,7%
importations de biens d'équipement (M XPF)	février	176	105	-40,5%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	février	3	8	163,7%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	février	13	14	7,7%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	2 078	-	-
dont secteur privé	juin	828	-	-
dont secteur public	juin	1 250	-	-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	février	528	533	1,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	février	326	312	-4,3%
décision retrait cartes bancaires (nb)	février	5	0	-100,0%
incidents paiements sur chèques (nb)	février	120	153	27,5%
importations de produits alimentaires (M XPF)	février	230	236	2,4%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	février	146	130	-10,9%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	février	66	57	-13,8%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	février	17	19	11,8%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	février	978	842	-13,9%
exportations	février	-	-	-
recettes douanières	février	336	254	-24,4%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	février	247	178	-27,9%
dont taxes intérieures de consommation	février	86	74	-14,1%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	février	3 594	3 725	3,7%
M1	février	5 656	5 768	2,0%
M2	février	6 172	6 225	0,9%
Dépôts à terme	février	820	814	-0,8%
M3	février	6 992	7 039	0,7%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	décembre	1 355	-	-
dont crédits à la consommation	décembre	1 166	-	-
dont crédits à l'habitat	décembre	190	-	-
Entreprises	décembre	884	-	-
dont crédits d'exploitation	décembre	54	-	-
dont crédits d'investissement	décembre	672	-	-
Collectivités locales	décembre	288	-	-
Autres agents et CCB non ventilés	décembre	16	-	-
créances douteuses brutes	décembre	438	-	-
taux de créances douteuses	décembre	14,7%	-	-
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	décembre	2 874	-	-
dont assurances-vie	décembre	1 073	-	-
Sociétés	décembre	2 169	-	-
Autres agents	décembre	2 116	-	-

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, Contributions diverses

2 – Brèves économiques locales

Circulation des billets : fin de la période dérogatoire dans les archipels éloignés

Le 31 mars 2015 s'achève la période dérogatoire pour le dépôt en compte des anciens billets en F CFP dans les archipels des Marquises, Tuamotu, Gambier et Australes. Au-delà de cette date, les particuliers qui détiendraient encore des anciennes coupures pourront les échanger exclusivement aux guichets de l'IEOM, sans limitation de durée.

Contrat de Projets : le Contrat de Projets ratifié

À l'occasion de sa visite officielle en Polynésie française, le ministre des Outre-mer George Paul-Langevin et le président du Pays Édouard Fritch ont ratifié les deux volets État-Pays et État-Pays-communes de la convention cadre du Contrat de Projets 2015-2020. Sur les 50 milliards de F CFP de financement prévus, 12 milliards de F CFP sont affectés aux communes, la même somme au logement social et près de 9 milliards de F CFP au développement touristique.

Finances publiques : 8 milliards de F CFP investis par les communes en 2013

L'Agence française de développement (AFD) publie, pour la deuxième année consécutive, un observatoire des finances des communes de Polynésie française. En 2013, les communes ont réalisé 8 milliards de F CFP de dépenses d'investissement, en dépit d'un autofinancement faible. Ce montant représente près des deux tiers de la capacité d'investissement réalisée par le Pays en 2013.

Tourisme : une délégation polynésienne présente au Cruise Shipping de Miami

Une délégation polynésienne, constituée des principaux acteurs du secteur touristique, s'est rendue au salon international professionnel dédié à la croisière, le Cruise Shipping de Miami, qui se tient du 16 au 19 mars. L'objectif est de renforcer les synergies au sein de la filière et d'inciter les compagnies de croisière à développer leurs escales en Polynésie française. Les principales compagnies internationales de croisières et leurs fournisseurs seront présents. En 2014, le salon a accueilli 2 070 exposants. Cet événement est l'occasion, pour la Polynésie française, de s'insérer dans le développement d'une filière à l'échelle du Pacifique Sud, au travers du South Pacific Cruise Alliance (SPCA), organisme auquel est affilié le Tahiti Cruise Club (TCC).

Énergie : baisse de 4 % des tarifs de l'électricité

À la suite de la baisse du prix du baril de pétrole brut, le Pays et la société Électricité de Tahiti (EDT) ont signé une nouvelle convention tarifaire qui consent une baisse moyenne de 4 % des tarifs de l'électricité dans une trentaine de communes polynésiennes, à compter du 1er mars 2015. Un effort supplémentaire est accordé aux petits consommateurs qui bénéficieront d'une baisse de 9 %. Cette convention, qui court jusqu'en mars 2016, représente une réduction de 860 millions de F CFP de l'énergie facturée aux abonnés d'EDT.

Aide aux entreprises : les prêts BPIFrance attendus en septembre sur le territoire

La BIPFrance prévoit de mettre en place des prêts en Polynésie française en septembre 2015. Dans ce cadre, une convention devrait être signée en juin. Le Pays et la Sogefom, organisme de garantie de l'AFD, abonderont à parité un fonds de garantie de 240 millions de F CFP qui permettra à la BPIFrance de mettre à la disposition des entreprises polynésiennes plus d'un milliard de F CFP de prêts, via la Société de Financement du Développement de la Polynésie française (SOFIDEP) qui en sera l'unique guichet.

Aide aux entreprises : la SOGEFOM élargit le périmètre de son dispositif de garantie

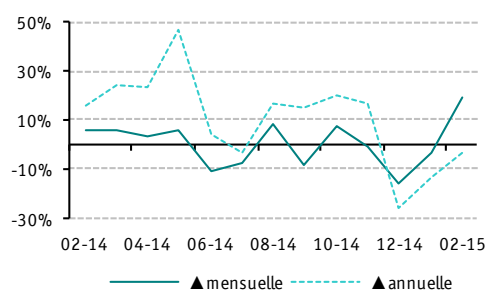
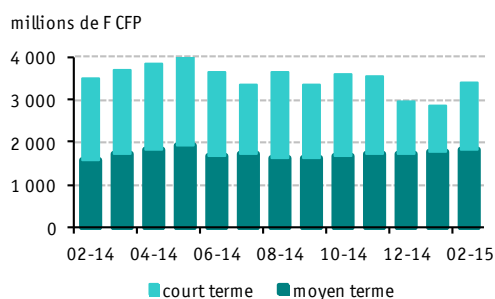
La Sogefom, qui a garanti 170 entreprises en 2014, fait évoluer son offre. Réservé jusqu'ici aux petites et moyennes entreprises locales, le dispositif de garantie élargit son périmètre d'intervention jusqu'aux entreprises de 250 salariés et jusqu'à un chiffre d'affaires de 5 milliards de F CFP. Elle ouvre également son offre aux besoins de trésorerie des entreprises à court terme.

3 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Hausse du refinancement en février

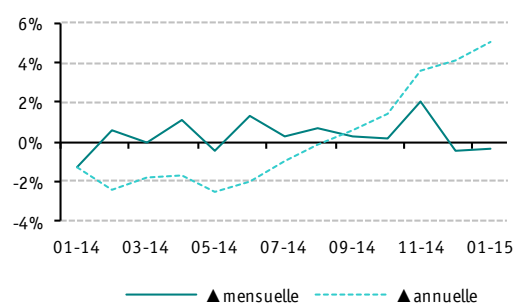
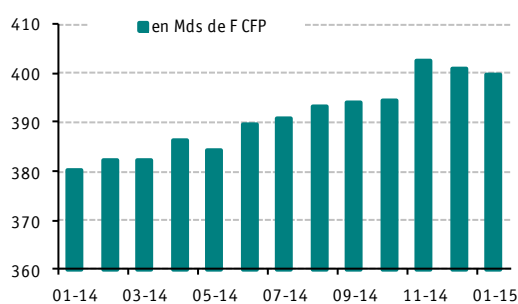
en millions de F CFP	févr-14	janv-15	févr-15	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 919	1 090	1 580	45,0%	-17,7%
Utilisations à moyen terme	1 572	1 757	1 800	2,5%	14,5%
Refinancement total	3 491	2 846	3 380	18,8%	-3,2%



Masse monétaire

Légère contraction de la masse monétaire

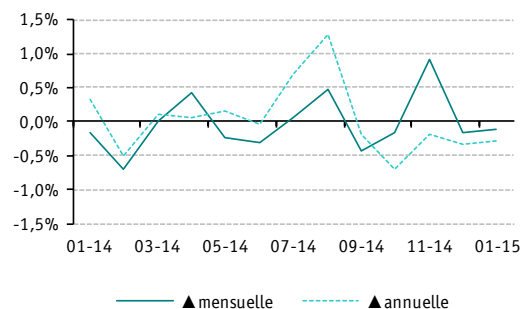
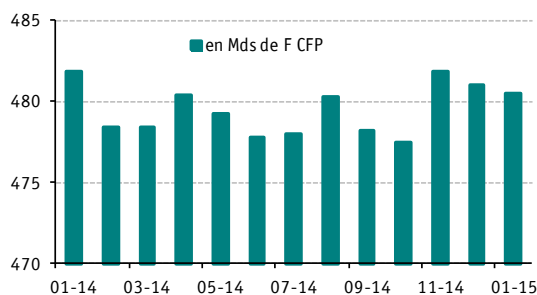
en millions de F CFP	janv-14	déc-14	janv-15	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 227	13 893	12 843	-7,6%	-9,7%
Dépôts à vue	147 087	155 947	157 814	1,2%	7,3%
Comptes sur livrets	100 213	99 883	100 195	0,3%	0,0%
Comptes d'épargne logement	406	387	389	0,7%	-4,0%
Dépôts à terme	116 503	129 295	126 820	-1,9%	8,9%
Autres	1 703	1 429	1 429	0,0%	-16,1%
Total M3	380 139	400 834	399 491	-0,3%	5,1%



Concours des banques locales à l'économie

Repli des crédits à l'équipement

en millions de F CFP	janv-14	déc-14	janv-15	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	120 029	110 097	109 151	-0,9%	-9,1%
Crédits d'équipement	72 909	76 361	76 063	-0,4%	4,3%
Crédits à l'habitat	165 548	168 951	169 038	0,1%	2,1%
Autres crédits	61 802	64 800	64 316	-0,7%	4,1%
Créances douteuses brutes	61 509	60 808	61 906	1,8%	0,6%
Total Concours de Caractère Bancaire	481 797	481 017	480 474	-0,1%	-0,3%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	févr-15	108,1	108,1	108,2	0,0%	0,1%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	janv-15	114,0	114,8	115,0	0,2%	0,9%
Commerce extérieur						
<i>Exportations civiles (en M F CFP)</i>	janv-15	738	1 659	566	ns	-23,3%
<i>Importations civiles (en M F CFP)</i>	janv-15	13 393	15 261	11 082	-27,4%	-17,3%
<i>(source : ISPF)</i>						
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	janv-15	1 909	2 899	1 479	ns	-22,5%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	janv-15	81	167	33	ns	ns
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	févr-15	92	87	92	5,7%	0,0%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	févr-15	472	479	487	1,7%	3,2%
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>						
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	janv-15	1 886	2 445	1 889	-22,7%	0,1%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	janv-15	2 871	3 726	2 635	-29,3%	-8,2%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	févr-15	149	259	174	-32,8%	16,8%
Personnes physiques en interdiction bancaire	janv-15	2 782	2 711	2 761	1,8%	-0,8%
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>						
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	janv-15	374	505	81	ns	ns
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	janv-15	61	105	61	ns	0,3%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	janv-15	62	62	47	-23,1%	ns
Importations de bois transformé (en M F CFP)	janv-15	171	133	65	ns	ns
Industrie						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	janv-15	7	24	18	-26,1%	ns
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	janv-15	35	42	8	ns	ns
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	janv-15	11	52	3	ns	ns
Tourisme						
Nombre de touristes	déc-14	13 832	14 646	15 169	3,6%	9,7%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	déc-14	51,0%	69,2%	54,2%	-14,9 pts	3,2 pts
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>						
Indicateurs financiers						
(Encours des banques locales en M FCFP)						
Dépôts						
Ménages						
<i>Dépôts à vue</i>	janv-15	56 897	60 023	60 909	1,5%	7,1%
<i>Comptes sur livret</i>	janv-15	94 309	93 782	93 977	0,2%	-0,4%
<i>Dépôts à terme</i>	janv-15	67 790	68 494	68 677	0,3%	1,3%
Entreprises						
<i>Dépôts à vue</i>	janv-15	74 041	78 307	79 430	1,4%	7,3%
<i>Dépôts à terme</i>	janv-15	41 369	52 183	49 526	-5,1%	19,7%
Encours bancaires						
Ménages						
<i>Crédits de trésorerie</i>	janv-15	76 044	71 292	70 380	-1,3%	-7,4%
<i>Crédits à l'habitat</i>	janv-15	146 442	151 191	150 772	-0,3%	3,0%
Entreprises						
<i>Crédits de trésorerie</i>	janv-15	37 442	32 447	32 393	-0,2%	-13,5%
<i>Crédits d'équipement</i>	janv-15	64 271	66 349	65 964	-0,6%	2,6%
<i>(source : IEOM)</i>						

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE																			
				taux		date d'effet													
taux de la facilité de dépôt				-0,20%		10/09/2014													
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement				0,05%		10/09/2014													
taux de la facilité de prêt marginal				0,30%		10/09/2014													
TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER																			
		date d'effet		taux		taux de sortie maximum applicable													
taux de la facilité de dépôt		14/04/2014		0,00%		aux crédits pour accès au réescompte													
taux de réescompte des crédits aux entreprises		05/01/2015		0,05%		2,80%													
taux de la facilité de prêt marginal		05/01/2015		0,30%															
taux de l'escompte de chèques		05/01/2015		0,30%															
TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE																			
taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire		taux		date d'effet											
		27/02/2015		30/01/2015		Var. M-1													
EONIA		0,0640%		0,0860%		- 0,022 pt													
EURIBOR 1 mois		-0,0050%		0,0010%		- 0,006 pt													
EURIBOR 3 mois		0,0390%		0,0540%		- 0,015 pt													
EURIBOR 6 mois		0,1100%		0,1320%		- 0,022 pt													
EURIBOR 12 mois		0,2330%		0,2700%		- 0,037 pt													
taux d'intérêt en moyenne mensuelle				taux de base bancaire		taux		date d'effet											
		févr.-15		janv.-15		Var. M-1													
TMO		0,8600%		0,9400%		- 0,080 pt													
TME		0,6600%		0,7400%		- 0,080 pt													
taux des euro-monnaies		banques métropolitaines		taux		date d'effet													
devise		USD		JPY		GBP													
date		27/02/2015		30/01/2015		31/12/2014		27/02/2015											
taux JJ		0,150%		0,090%		0,175%		nd											
3 mois		0,430%		0,360%		0,425%		nd											
10 ans emprunts phares		2,020%		1,680%		2,180%		0,340%											
								0,280%											
								0,330%											
								1,770%											
								1,360%											
								1,760%											
TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er janvier 2015)																			
Crédits aux particuliers			Seuils de l'usure			Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale			Seuils de l'usure										
Prêts immobiliers																			
Prêts à taux fixe			4,57%			Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament			7,65%										
Prêts à taux variable			4,15%			Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable			3,35%										
Prêts-relais			4,92%			Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe			4,25%										
Autres prêts						Découverts en compte			13,27%										
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF			20,25%			Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans			3,87%										
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF			14,37%			Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale			Seuils de l'usure										
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF			9,21%			Découverts en compte			13,27%										
										(1) y compris commission du plus fort découvert									
TAUX DE CHANGE																			
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR																			
Dernier cours fin de mois		1 USD/XPF		106,1670		1 NZD/XPF		80,3635		1 HKD/XPF		13,6900		1 GBP/XPF		163,9623			
100 JPY/XPF		89,0203		1 AUD/XPF		83,1117		1 SGD/XPF		78,0507		100 VUV/XPF		102,2306		1 FJD/XPF		52,2651	